

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29151]

19 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 et 12;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 61;

Vu le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 août 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 septembre 2013;

Vu l'avis n 54.301/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 novembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'article 3, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2013 prévoit que " la gestion journalière du Fonds national de la Recherche scientifique est assurée par un secrétaire général désigné, pour un mandat renouvelable de cinq ans, par le conseil d'administration ", que cette disposition institue un régime similaire à celui en vigueur pour les fonctionnaires généraux du Ministère et les organismes d'intérêt public de la Communauté française en vue, selon les travaux parlementaires, de " rencontrer les standards en matière [...] de saine gestion s'appliquant à l'utilisation des deniers de la Communauté française "; que cet impératif de saine gestion se matérialise dans l'ensemble de la fonction publique par l'évitement des conflits d'intérêt et la soumission de l'exercice d'autres activités rémunérées à autorisation préalable, moyennant le respect de conditions strictes;

Sur proposition du Ministre de la Recherche;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Financement du Fonds national de la Recherche scientifique

Article 1^{er}. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Pour chaque destination reprise à l'article 2 du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, le solde éventuellement disponible à la fin de l'exercice est reporté.

Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement de la subvention éventuellement non utilisée reçoivent la même affectation.

Art. 2. Chaque année, le Fonds national de la Recherche scientifique établit un projet de dépenses pour l'année suivante au titre de la subvention visée à l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 précité. Chaque année, il rédige en outre un rapport sur son activité et sur l'utilisation de cette subvention.

Ce projet et ce rapport sont transmis au ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 3. La subvention visée à l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 précité est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission du rapport visé à l'article 2 et après la vérification des comptes visée à l'article 4.

Art. 4. Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du Fonds national de la Recherche scientifique qui concernent l'utilisation de la subvention visée à l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 précité.

Art. 5. § 1^{er}. Le secrétaire général ne peut exercer d'autres activités rémunérées, sauf avec l'accord préalable dûment justifié du conseil d'administration à l'unanimité de ses membres.

§ 2. Tous les deux ans, le secrétaire général visé à l'article 3, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2013 précité remet au conseil d'administration et à son bureau un rapport d'activités et un plan d'action dans lequel sont définis les objectifs des deux prochaines années. Le conseil d'administration évalue la réalisation des objectifs du précédent plan d'action, la contribution personnelle du secrétaire général à la réalisation de ces objectifs et l'aptitude du nouveau plan d'action à améliorer la situation du FNRS.

En cas d'évaluation négative par le conseil d'administration, le secrétaire général remet après un an un rapport intermédiaire indiquant les actions entreprises afin de remédier à la situation. Si l'évaluation de ce rapport est également négative, le conseil d'administration désigne un nouveau secrétaire général.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le conseil d'administration peut constater à tout moment un dysfonctionnement important dans la manière dont le secrétaire général exerce ses fonctions. Dans cette hypothèse, le secrétaire général remet après un an un rapport indiquant les actions entreprises afin de remédier à la situation. Si l'évaluation de ce rapport est négative, le conseil d'administration désigne un nouveau secrétaire général.

CHAPITRE II. — *Financement de la recherche fondamentale stratégique*

Art. 6. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Art. 7. Le fonds de la recherche fondamentale stratégique est dirigé par un conseil d'administration composé de douze membres maximum dont un président et un vice-président. Il est assisté par un secrétaire-rapporteur.

Art. 8. § 1^{er}. Le conseil d'administration se compose :

a) des recteurs des institutions universitaires de la Communauté française qui peuvent se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique de la même institution;

b) de trois représentants de la société civile et du monde des entreprises désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique après en avoir informé le Gouvernement;

c) d'un représentant de l'administration de la Recherche scientifique.

§ 2. La Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale peuvent chacune désigner un représentant de leur administration de la Recherche scientifique qui siège dans le conseil d'administration.

Ces représentants ne sont pas pris en compte pour la détermination du quorum des présences.

§ 3. Le conseil d'administration est présidé par le recteur qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le vice-président est désigné par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi ses membres.

§ 4. Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès des comités de gestion.

§ 5. Des observateurs issus des organismes d'intérêt public de la Communauté française, de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Région wallonne, compétents en matière d'évaluation des politiques publiques et de prospective peuvent également être adjoints au comité de gestion.

Art. 9. Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du fonds et d'assurer que le contrôle visé à l'article 6 est régulièrement effectué.

Art. 10. Pour chaque axe stratégique reconnu, le fonds de la recherche fondamentale stratégique crée une plateforme d'animation et de valorisation ou désigne, sur avis conforme du Gouvernement, un organisme existant comme plateforme d'animation et de valorisation.

La plateforme adresse au conseil d'administration des recommandations pour la réalisation des objectifs de l'axe concerné. Elle est, en outre, chargée de la gestion opérationnelle de l'animation du réseau des chercheurs et de la valorisation de la recherche.

CHAPITRE III. — *Financement de programme de recherche fondamentale collective*

Art. 11. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Le solde des subventions attribuées en vertu de l'article 8 du décret du 17 juillet 2013 précité, éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté.

Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions éventuellement non utilisées reçoivent la même affectation.

Art. 12. Le Fonds de la recherche scientifique médicale et le Fonds de la recherche fondamentale collective sont chacun dirigés par un comité de gestion composé d'un président, d'un vice-président, de douze membres au maximum et d'un secrétaire-rapporteur.

Art. 13. § 1^{er}. Les comités de gestion des fonds précités sont présidés par le recteur qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique. Il peut se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique de la même institution.

§ 2. Les vice-présidents sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi ses membres.

§ 3. Les membres sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique, parmi les personnalités représentatives d'institutions d'enseignement universitaire ou d'institutions scientifiques, et choisies pour leur compétence dans le domaine des disciplines scientifiques qui entrent en ligne de compte pour l'octroi d'une aide financière.

Le mandat des membres est de deux ans; il est renouvelable.

§ 4. Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès des comités de gestion.

Art. 14. Chaque année, les comités de gestion des fonds et le conseil d'administration de l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires établissent chacun un projet de dépenses en vue du financement de programmes de recherche au cours de l'année suivante au titre des subventions visées à l'article 8 du décret du 17 juillet 2013 précité. Chaque année, ils rédigent en outre un rapport sur leur activité et sur l'utilisation de ces subventions.

Ce projet et ce rapport sont transmis au ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 15. Les subventions visées à l'article précédent sont octroyées au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission des rapports visés à l'article 14 et après la vérification des comptes visée à l'article 16.

Art. 16. Pour chaque fonds et pour l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires, le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes et d'assurer que le contrôle visé à l'article 11 est régulièrement effectué.

CHAPITRE IV. — *Financement de la formation des chercheurs dans l'industrie et l'agriculture*

Art. 17. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Le solde de la subvention attribuée en vertu de l'article 11 du décret du 17 juillet 2013 précité, éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté.

Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions éventuellement non utilisées reçoivent la même affectation.

Art. 18. Le Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) est dirigé par un conseil d'administration composé de treize membres, dont un président et un vice-président, et assisté d'un secrétaire-rapporteur.

Art. 19. Les membres du conseil d'administration de ce fonds sont nommés par le conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique à raison de :

a) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des entreprises industrielles;

b) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des travailleurs salariés;

c) deux, sur présentation par les organisations les plus représentatives des agriculteurs;

d) des recteurs des institutions universitaires de la Communauté française qui comportent une faculté des sciences, une faculté des sciences appliquées ou une faculté agronomique; ils peuvent se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique d'une des institutions précitées.

Les membres du conseil d'administration, repris sous les rubriques a), b) et c) sont nommés pour deux ans; leurs mandats sont renouvelables.

Le conseil d'administration du FRIA est présidé par le recteur qui assure la présidence du FNRS.

Le conseil d'administration du FRIA désigne un vice-président en son sein.

Le secrétaire général du Fonds national de la recherche scientifique est le secrétaire-rapporteur du FRIA.

Art. 20. Le conseil d'administration du FRIA établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'usage qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française. Le conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique en prend connaissance et le transmet au ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 21. Les subventions visées à l'article 11 du décret du 17 juillet 2013 précité sont octroyées au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission des rapports visés à l'article 20 et après la vérification des comptes visée à l'article 22.

La subvention accordée au FRIA est versée sur un compte spécial que le Fonds national de la recherche scientifique ouvre au nom du FRIA auprès de l'organisme bancaire qui est chargé de la mission de caissier de la Communauté française.

Art. 22. Le Gouvernement désigne un réviseur d'entreprise chargé de vérifier la régularité des comptes du FRIA et de s'assurer de la régularité de la gestion administrative des bourses octroyées.

CHAPITRE V. — *Financement spécifique de la recherche en sciences humaines*

Art. 23. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Le solde de la subvention attribuée en vertu de l'article 15 du décret du 17 juillet 2013 précité, éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté.

Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions éventuellement non utilisées reçoivent la même affectation.

Art. 24. Le fonds pour la recherche en sciences humaines est dirigé par un comité de gestion composé d'un président, d'un vice-président, de douze membres au maximum et d'un secrétaire-rapporteur.

Art. 25. § 1^{er}. Le comité de gestion est présidé par le recteur qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique. Il peut se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique de la même institution.

§ 2. Les vice-présidents sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi ses membres.

§ 3. Les membres sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique, parmi les personnalités représentatives d'institutions d'enseignement universitaire ou d'institutions scientifiques, et choisies pour leur compétence dans le domaine des disciplines scientifiques qui entrent en ligne de compte pour l'octroi d'une aide financière.

Le mandat des membres est de deux ans; il est renouvelable.

§ 4. Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès des comités de gestion.

Art. 26. Chaque année, le comité de gestion établit un projet de dépenses en vue du financement de bourses, mandats et autres outils de financement au titre de la subvention visée à l'article 15 du décret du 17 juillet 2013 précité. Chaque année, il rédige en outre un rapport sur leur activité et sur l'utilisation de ces subventions.

Ce projet et ce rapport sont transmis au ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 27. La subvention visée à l'article précédent est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidée après la transmission des rapports visés à l'article 26 et après la vérification des comptes visée à l'article 28.

Art. 28. Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du fonds et d'assurer que le contrôle visé à l'article 23 est régulièrement effectué.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 30. Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29151]

19 DECEMBER 2013. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique"**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, de artikelen 11 en 12;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 61;

Gelet op het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 augustus 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 september 2013;

Gelet op het advies nr. 54.301/4 van de Raad van State, gegeven op 13 november 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat artikel 3, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2013 bepaalt dat " het dagelijkse beheer van het "Fonds national de la Recherche scientifique" door een secretaris-generaal wordt waargenomen, aangewezen voor een mandaat van vijf jaar door de raad van bestuur", dat deze bepaling een stelsel instelt dat gelijkaardig is met het stelsel dat voor de ambtenaren-generaal van het Ministerie en voor de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap geldt met als doel, in functie van de parlementaire activiteiten, de normen inzake gezond beheer in acht te nemen die van toepassing zijn op de aanwending van het geld van de Franse Gemeenschap; dat dit vereiste inzake gezond beheer de vorm aanneemt in het geheel van het openbaar ambt van het vermijden van belangenconflicten en het onderwerpen van de uitoefening van andere bezoldigde activiteiten aan een vorige toestemming, mits inachtneming van strikte voorwaarden;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Financiering van het "Fonds national de la Recherche scientifique"*

Artikel 1. Het "Fonds national de la Recherche scientifique" is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek voor de aanwending door de begunstigden van de geldsteun die het toekent.

Voor elke bestemming opgenomen bij artikel 2 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique", wordt het saldo dat eventueel nog beschikbaar is op het einde van het begrotingsjaar overgedragen.

Nochtans kan de nieuwe bestemming ervan enkel gebeuren tijdens het volgende begrotingsjaar.

De interessen opgebracht door de belegging van de subsidie die niet aangewend werd, krijgen dezelfde bestemming.

Art. 2. Elk jaar maakt het “Fonds national de la Recherche scientifique” een uitgavenontwerp op voor het volgende jaar in verband met de subsidie bedoeld bij artikel 1 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013. Elk jaar stelt het, daarenboven, een verslag over zijn activiteit en over de aanwending van deze subsidie op.

Dit ontwerp en dit verslag worden aan de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek overgezonden.

Art. 3. De subsidie bedoeld bij artikel 1 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 wordt aan het “Fonds national de la Recherche scientifique” toegekend in vier gelijke schijven, op het begin van elk trimester van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan 10 % van de laatste schijf vereffend na de overzending van het verslag bedoeld bij artikel 2 en na nazicht van de rekeningen zoals bedoeld bij artikel 4.

Art. 4. De Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek stelt een ambtenaar aan voor de controle op de regelmatigheid van de rekeningen van het “Fonds national de la Recherche scientifique” die betrekking hebben op de aanwending van de subsidie bedoeld bij artikel 1 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013.

Art. 5. § 1. De secretaris-generaal kan geen enkele andere bezoldigde activiteit uitoefenen, behoudens voorafgaande unanieme degelijk met redenen omklede instemming van de leden van de raad van bestuur.

§ 2. Om de twee jaar geeft de secretaris-generaal bedoeld bij artikel 3, tweede lid, van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 aan de raad van bestuur en aan zijn bureau een activiteitenverslag en een actieplan waarin de doelstellingen vastgesteld worden voor de twee volgende jaren. De raad van bestuur evalueert de verwezenlijking van de doelstellingen van het vorige actieplan, de persoonlijke bijdrage van de secretaris-generaal tot de verwezenlijking van deze doelstellingen en of het nieuwe actieplan tot de verbetering van de toestand van het FNRS kan bijdragen.

In geval van negatieve evaluatie door de raad van bestuur, dient de secretaris-generaal na één jaar een tussentijds verslag in waarin de acties vermeld worden die worden ondernomen om de toestand te verhelpen. Indien de evaluatie van dat verslag ook negatief is, stelt de raad van bestuur een nieuwe secretaris-generaal aan.

In afwijking van het eerste lid kan de raad van bestuur op elk ogenblik vaststellen dat er wezenlijke tekortkomingen inzake uitoefening van zijn ambt vanwege de secretaris-generaal bestaan. In dat geval dient de secretaris-generaal na een jaar een verslag in waarin de ondernomen acties om de toestand te verhelpen, vermeld worden. Indien de evaluatie van dit verslag ook negatief is, benoemt de raad van bestuur een nieuwe secretaris-generaal.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van het strategisch fundamenteel onderzoek*

Art. 6. Het “Fonds national de la Recherche scientifique” is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek voor de aanwending door de begunstigden van de geldsteun die het toekent.

De raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van deze uitgaven.

Art. 7. Het Fonds voor strategisch fundamenteel onderzoek wordt bestuurd door een raad van bestuur van maximum twaalf leden waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter. Hij wordt bijgestaan door een verslaggevend secretaris.

Art. 8. § 1. De raad van bestuur bestaat uit :

a) de rectoren van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap die vertegenwoordigd kunnen worden door een deken of een lid van het academisch personeel van dezelfde instelling;

b) drie vertegenwoordigers van de burgerlijke maatschappij en het bedrijfsleven aangewezen door de raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” nadat de Regering ervan op de hoogte gebracht werd;

c) één vertegenwoordiger van het bestuur voor Wetenschappelijk Onderzoek.

§ 2. Het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest kunnen, elk, één vertegenwoordiger aanwijzen van hun bestuur voor Wetenschappelijk Onderzoek, die in de raad van bestuur zetelt.

Deze vertegenwoordigers worden niet in aanmerking genomen voor het bepalen van het quorum inzake aanwezigheid.

§ 3. De raad van bestuur wordt voorgezeten door de rector die het voorzitterschap van het “Fonds national de la Recherche scientifique” waarneemt. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De ondervoorzitter wordt aangewezen door de raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” onder zijn leden.

§ 4. De secretaris-generaal van het “Fonds national de la Recherche scientifique” neemt het ambt waar van verslaggevend secretaris bij de beheerscomités.

§ 5. Kunnen ook gevoegd worden bij het beheerscomité, waarnemers voortkomend uit de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap, van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of het Waalse Gewest, die bevoegd zijn voor de evaluatie van het overheidsbeleid en van de vooruitzichten.

Art. 9. De Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek stelt een ambtenaar aan voor de controle op de regelmatigheid van de rekeningen van het fonds en zorgt ervoor dat de controle bedoeld bij artikel 6 regelmatig uitgevoerd wordt.

Art. 10. Voor elke erkende strategische richtlijn richt het fonds voor strategisch fundamenteel onderzoek een animatie- en valorisatieplatform op of, op eensluidend advies van de Regering, wijst het een bestaande instelling als animatie- en valorisatieplatform aan.

Het platform stuurt aan de raad van bestuur aanbevelingen toe over de verwezenlijking van de doelstellingen van de betrokken richtlijn. Daarenboven, is ze belast met het operationele beheer van de animatie van het net van vorsers en met de valorisatie van het onderzoek.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van het programma voor collectief fundamenteel onderzoek*

Art. 11. Het “Fonds national de la Recherche scientifique” is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek voor de aanwending door de begunstigden van de geldsteun die het toekent.

De raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van deze uitgaven.

Het saldo van de subsidies toegekend krachtens artikel 8 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 dat eventueel nog beschikbaar is op het einde van het begrotingsjaar wordt overgedragen.

Nochtans kan de nieuwe bestemming ervan enkel gebeuren tijdens het volgende begrotingsjaar.

De interesten opgebracht door de belegging van de subsidie die niet aangewend werd krijgen dezelfde bestemming.

Art. 12. Het fonds voor medisch wetenschappelijk onderzoek en het fonds voor collectief fundamenteel onderzoek worden, elk, bestuurd door een beheerscomité bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter, maximum twaalf leden en een verslaggevend secretaris.

Art. 13. § 1. De beheerscomités worden voorgezeten door de rector die instaat voor het voorzitterschap van het “Fonds national de la Recherche scientifique”. Hij kan vertegenwoordigd worden door een deken of een lid van het academisch personeel van dezelfde instelling.

§ 2. De ondervoorzitters worden door de raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” onder zijn leden aangewezen.

§ 3. De leden worden door de raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” aangewezen, onder de personaliteiten die representatief zijn voor de instellingen voor universitair onderwijs of wetenschappelijke instellingen, en gekozen voor hun bevoegdheid op het gebied van wetenschappelijke vakken die in aanmerking komen voor de toekenning van een financiële steun.

Het mandaat van de leden bedraagt twee jaar; het kan vernieuwd worden.

§ 4. De secretaris-generaal van het “Fonds national de la Recherche scientifique” neemt het ambt waar van verslaggevend secretaris bij de beheerscomités.

Art. 14. Elk jaar maken de beheerscomités van de fondsen en de raad van bestuur van het Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires een uitgavenontwerp op met als doel de financiering van onderzoeksprogramma's tijdens het volgende jaar in verband met de subsidies bedoeld bij artikel 8 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013. Elk jaar stelt het, daarenboven, een verslag over hun activiteit en over de aanwending van deze subsidies op.

Dit ontwerp en dit verslag worden aan de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek overgezonden.

Art. 15. De subsidies bedoeld bij het vorige artikel worden aan het “Fonds national de la Recherche scientifique” in vier gelijke schijven toegekend, op het begin van elk trimester van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan 10 % van de laatste schijf vereffend na de overzending van de verslagen bedoeld bij artikel 14 en na nazicht van de rekeningen zoals bedoeld bij artikel 16.

Art. 16. Voor elk fonds en voor het Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires, wijst de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek een ambtenaar aan voor controle op de regelmatigheid van de rekeningen en om na te gaan of de controle bedoeld bij artikel 11 wel regelmatig uitgeoefend wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering van de opleiding van vorsers in de nijverheid en de landbouw*

Art. 17. Het “Fonds national de la Recherche scientifique” is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek voor de aanwending door de begunstigden van de geldsteun die het toekent.

De raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van deze uitgaven.

Het saldo van de subsidie toegekend krachtens artikel 11 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 dat eventueel nog beschikbaar is op het einde van het begrotingsjaar, wordt overgedragen.

Nochtans kan de nieuwe bestemming ervan enkel gebeuren tijdens het volgende begrotingsjaar.

De interesten opgebracht door de belegging van de subsidie die niet aangewend werden, krijgen dezelfde bestemming.

Art. 18. Het fonds voor de opleiding tot onderzoek in de nijverheid en de landbouw (FRIA) wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit dertien leden, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter, en bijgestaan door een verslaggevend secretaris.

Art. 19. § 1. De leden van de raad van bestuur van dit fonds worden door de raad van bestuur van het “Fonds national de la Recherche scientifique” benoemd naar rata van :

- a) drie, op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van industriële bedrijven;
- b) drie, op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van werknemers;
- c) twee, op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van landbouwers;

d) de rectoren van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap waarbij een faculteit voor wetenschappen, een faculteit toegepaste wetenschappen of een faculteit voor landbouwwetenschappen bestaat; ze kunnen vertegenwoordigd worden door een deken of een lid van het academisch personeel van één van de voornoemde instellingen.

De leden van de raad van bestuur, opgenomen in de rubrieken *a)*, *b)* en *c)*, worden voor een periode van twee jaar benoemd; hun mandaten zijn vernieuwbaar.

De raad van bestuur van het FRIA wordt voorgezeten door de rector die het voorzitterschap van het "Fonds national de la Recherche scientifique" waarneemt.

De ondervoorzitter wordt aangewezen door de raad van bestuur van het FRIA onder zijn leden.

De secretaris-generaal van het "Fonds national de la Recherche scientifique" neemt het ambt waar van verslaggevend secretaris bij het FRIA.

Art. 20. Elk jaar maakt de raad van bestuur van het FRIA een verslag op over zijn activiteit en over de aanwending van de subsidies die door de Franse Gemeenschap ter beschikking worden gesteld. De raad van bestuur van het FNRS neemt er kennis van en zendt het aan de Minister over die bevoegd is voor het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 21. De subsidies bedoeld bij het artikel 11 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 worden aan het "Fonds national de la Recherche scientifique" in vier gelijke schijven toegekend, op het begin van elk trimester van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan 10 % van de laatste schijf vereffend na de overzending van de verslagen bedoeld bij artikel 20 en na controle van de rekeningen zoals bedoeld bij artikel 22.

De subsidie toegekend aan het FRIA wordt op een speciale rekening gestort dat door het FNRS in naam van het FRIA wordt geopend bij de bankinstelling die belast is met de opdracht van kassier van de Franse Gemeenschap.

Art. 22. De Regering wijst een bedrijfsrevisor aan belast met de controle op de regelmatigheid van de rekeningen van het FRIA en met de controle op de regelmatigheid van het administratieve beheer van de toegekende beurzen.

HOOFDSTUK V. — *Specifieke financiering van het onderzoek in menswetenschappen*

Art. 23. Het "Fonds national de la Recherche scientifique" is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek voor de aanwending door de begunstigden van de geldsteun die het toekent.

De raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique" bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van deze uitgaven.

Het saldo van de subsidies toegekend krachtens artikel 15 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013 dat eventueel nog beschikbaar is op het einde van het begrotingsjaar wordt overgedragen.

Nochtans kan de nieuwe bestemming ervan enkel gebeuren tijdens het volgende begrotingsjaar.

De interesten opgebracht door de belegging van de subsidies die mogelijk niet aangewend werden, krijgen dezelfde bestemming.

Art. 24. Het fonds voor het onderzoek in menswetenschappen wordt bestuurd door een beheerscomité samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter, twaalf leden maximum en een verslaggevend secretaris.

Art. 25. § 1. Het beheerscomité wordt voorgezeten door de rector die instaat voor het voorzitterschap van het "Fonds national de la Recherche scientifique". Hij kan vertegenwoordigd worden door een deken of een lid van het academisch personeel van dezelfde instelling.

§ 2. De ondervoorzitters worden door de raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique" onder zijn leden aangewezen.

§ 3. De leden worden door de raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique" aangewezen, onder de personaliteiten die representatief zijn voor de instellingen voor universitair onderwijs of wetenschappelijke instellingen, en gekozen voor hun bevoegdheid op het gebied van wetenschappelijke vakken die in aanmerking komen voor de toekenning van een financiële steun.

Het mandaat van de leden bedraagt twee jaar; het kan vernieuwd worden.

§ 4. De secretaris-generaal van het "Fonds national de la Recherche scientifique" neemt het ambt waar van verslaggevend secretaris bij de beheerscomités.

Art. 26. Elk jaar maakt het beheerscomité een uitgavenontwerp op met als doel de financiering van beurzen, mandaten en andere financieringsinstrumenten in verband met de subsidie bedoeld bij artikel 15 van het voornoemde decreet van 17 juli 2013. Elk jaar stelt het een verslag op over hun activiteit en over de aanwending van deze subsidies.

Dit ontwerp en dit verslag worden aan de Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek overgezonden.

Art. 27. De subsidie bedoeld bij het vorige artikel wordt aan het "Fonds national de la Recherche scientifique" in vier gelijke schijven toegekend, op het begin van elk trimester van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan 10% van de laatste schijf vereffend na de overzending van de verslagen bedoeld bij artikel 26 en na controle van de rekeningen zoals bedoeld bij artikel 28.

Art. 28. De Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek wijst een ambtenaar aan voor de controle op de regelmatigheid van de rekeningen en om na te gaan of de controle bedoeld bij artikel 23 wel regelmatig uitgeoefend wordt.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 30. De Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 19 december 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29146]

14 JANVIER 2014. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein (CARC)

La Ministre de la Santé,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, notamment les articles 17*bis* et 17*ter* insérés par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au programme de dépistage du cancer du sein par mammographie numérique en Communauté française, notamment l'article 52, § 6 tel que modifié; Sur proposition de la Commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 14 janvier 2014.

Règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein - (CARC)

Article 1^{er}. — Siège de la commission

Le siège de la commission est établi à Mont St Guibert.

Le secrétariat est installé au Centre de référence - Rue André Dumont, 5 (Axisparc) à 1435 Mont St Guibert.

Article 2. — Prérogatives des président(e) et vice-président(e)

Le (la) président(e) dirige les travaux, fixe l'ordre du jour, la date et l'heure des réunions, et veille au respect des délais.

Le (la) président(e) peut, d'initiative ou sur proposition d'un membre, inviter à une ou plusieurs réunions toute personne extérieure à la commission susceptible d'apporter un éclairage permettant l'avancement des travaux.

Le (la) vice-président(e) assiste le (la) président(e) dans l'exercice de ses tâches et le (la) remplace en cas d'absence.

En cas d'absence conjointe du (de la) président(e) et du (de la) vice-président(e), ces missions sont assurées par le (la) plus âgé(e) des membres présents.

Article 3. — Rôle du secrétariat

Le secrétariat de la commission est assumé par le Centre de référence.

Le secrétaire assiste le (la) président(e) ou son (sa) remplaçant(e).

Il assure la rédaction et la diffusion des comptes rendus des réunions.

Il est chargé de la correspondance ainsi que de la tenue des registres et documents. Il assure la conservation des archives de la commission.

La correspondance destinée à la commission est adressée au (à la) président(e) de la commission - Rue André Dumont, 5 (Axisparc) à 1435 Mont St Guibert.

Article 4. — Convocation

La convocation envoyée par le secrétariat aux membres effectifs et suppléants mentionne les date, jour, heure et lieu de la réunion. Sont joints à la convocation l'ordre du jour et les documents préparatoires.

Sauf urgence motivée, elle doit parvenir aux membres 10 jours avant la date de la réunion.

Article 5. — Ordre du jour

A l'ouverture de la réunion, la commission examine le projet d'ordre du jour prévu. Il y intègre, supprime ou substitue éventuellement d'autres points relevant de sa compétence, proposés par son (sa) président(e) ou par un membre.

Les modifications de l'ordre du jour nécessitent l'accord des 2/3 des membres présents.

Article 6. — Participation aux réunions

Le membre suppléant ne peut assister aux réunions de la commission qu'en l'absence du membre effectif. Le (la) président(e) peut inviter un membre suppléant à titre d'expert en présence de son effectif pour autant que le suppléant n'ait aucune voix délibérative.

Le membre effectif empêché d'assister à une réunion en informe le plus tôt possible, personnellement, le suppléant.